

**DECLARATION NATIONALE DE LA BELGIQUE**  
**63<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L’AIEA**

16 septembre 2019



S.E. Ghislain D’Hoop, Ambassadeur

Monsieur le Président,

Permettez-moi d’abord de vous féliciter pour votre élection au titre de Président de cette 63<sup>ème</sup> Conférence générale et de vous assurer du plein soutien de la Belgique. Nous rejoignons les autres délégations en rendant un hommage sincère à Yukiya Amano, qui a habilement dirigé les activités de l’Agence dans des dossiers de grande sensibilité politique et qui par conséquent a consolidé le rôle et renforcé la crédibilité de l’AIEA. En m’associant à la déclaration de l’Union européenne, je souhaite toutefois ajouter quelques considérations à titre national.

**1) Sûreté**

La Belgique a toujours lié l’utilisation pacifique de l’énergie nucléaire à l’établissement de niveaux de sûreté élevés et à leur amélioration permanente. *A cet égard, mon pays fait preuve d’un niveau de transparence exemplaire. Cela va de la notification au grand public de chaque incident à la proposition de mesures afin de renforcer la transparence et la confiance mutuelle avec nos pays voisins. Cette dernière proposition a pour but de favoriser les inspections communes dans nos installations industrielles et médicales.*

La Belgique fait systématiquement appel à des outils de sûreté dont dispose l’AIEA tels que les missions IRRS (*Integrated Regulatory Review Service*) ou les missions SALTO (*Safety Aspects of Long Term Operation*). *Nous envisageons de faire appel à des instruments comme OSART, IRRS et ARTEMIS dans les prochaines années.*

En effet, en juin 2019, les experts internationaux de l'AIEA d'une « mission de suivi SALTO » (à Doel) ont vérifié si les recommandations et suggestions de la mission SALTO de 2017 ont été mises en œuvre, ce qui s'est avéré être le cas. Selon les experts, des progrès ont été constatés depuis l'audit de 2017.

*Ensemble avec l'AIEA et l'UE, nous continuerons à promouvoir l'harmonisation et le renforcement des normes de sûreté au niveau international. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la 6ème réunion d'examen des Parties contractantes à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la gestion des déchets radioactifs à laquelle mon pays a participé.*

## **2) Sécurité**

Plusieurs Etats-membres peuvent, tout comme la Belgique, témoigner de la nouvelle direction prise par le terrorisme international. Dans ce contexte, le secteur nucléaire en particulier, a une responsabilité spéciale.

Les autorités belges prennent leurs responsabilités à cet égard. Ainsi, des unités de police armées et spécialement formées remplacent progressivement sur nos sites nucléaires les militaires qui y avaient été déployés afin de renforcer la sécurité.

*Pour mon pays, sans préjudice de la compétence première des Etats en ces matières, l'AIEA doit jouer un rôle central pour continuer à améliorer la sécurité nucléaire, et ceci en tant que coordinateur, promoteur de meilleures pratiques et prestataire d'assistance technique.* En tant que dépositaire de la Convention amendée sur la Protection Physique des Matières Nucléaires (CPPMN), l'AIEA doit, estimons-nous, jouer un rôle crucial dans sa mise en œuvre. Encore en juin 2019, la Belgique a accueilli, sur sa demande, une mission de suivi IPPAS (*International Physical Protection Advisory Service*), qui était pour le régulateur AFCN une occasion pour *challenge* ses pratiques en matière de sécurité nucléaire et qui a permis de vérifier que la Belgique a correctement mis en œuvre les recommandations émises lors de la précédente mission IPPAS de 2014. D'autre part, cette mission a permis également d'évaluer les nouvelles mesures prises et développées ces 5 dernières années au niveau national ainsi que dans les différents établissements nucléaires.

La problématique de l' «insider threat »/ « personne initiée », a fait l'objet de l'attention des Etats-Unis, qui en 2016 ont proposé un « Joint Statement on Mitigating Insider Threats (INFCIRC/908) », approuvé par 29 pays –dont la Belgique-- et par INTERPOL. Afin de mieux

l'appréhender, la Belgique, en particulier l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire et sa tutelle le Ministre de l'Intérieur, ont collaboré avec la « *United States Department of Energy's National Nuclear Security Administration (DOE/NNSA)* » pour organiser en mars 2019 un « International Symposium on Insider Threat Mitigation ». Avec la participation de 200 personnes de 50 pays qui ont échangé leurs points de vue et leurs bonnes pratiques, nous sommes convaincus que ce symposium a joué un rôle important de conscientisation sur cette problématique. En collaboration avec les Etats-Unis, la Belgique souhaite continuer à jouer un rôle pionnier dans ce domaine.

*La cyber sécurité forme également un défi collectif de taille. C'est pourquoi la Belgique s'attache à renforcer le cadre législatif et réglementaire de la cyber-sécurité, y compris en matière nucléaire ; mentionnons à cet égard l'adoption le 5 avril 2019 de la loi établissant le cadre de la réglementation de la cyber sécurité spécifique au secteur nucléaire.*

*Par ailleurs, la sécurité nucléaire exige l'adoption d'une approche holistique ; la Belgique poursuit ses efforts de réduction des quantités d'uranium hautement enrichi sur son territoire. Nous sommes également convaincus que la mise en œuvre rapide de technologies alternatives à l'utilisation des sources scellées de haute activité représenterait une partie de la solution, dans les cas où cela est techniquement et économiquement possible.*

### **3) Garanties**

Monsieur le Président,

De manière générale, nous apprécions que l'Agence s'attache à moderniser les différents instruments de sa mission de vérification. Nous nous félicitons que le State Level Concept et les nouveaux State Level Approaches soient mis en œuvre au sein des Etats sous garanties intégrées. Pour nous, cette mise en œuvre constitue une étape dans un processus d'optimisation qui doit être permanent. En effet nous encourageons l'Agence à continuer à chercher systématiquement des gains d'efficacité ainsi que des gains d'efficacités sur la base d'une bonne analyse des risques. De tels gains d'efficacité restent importants, si l'Agence souhaite faire face durablement à ses missions de vérification.

*Dans cette perspective, permettez-moi de mentionner l'intensité de nos discussions et de nos échanges avec l'Agence afin de permettre l'introduction progressive d'inspections inopinées en Belgique depuis près de deux ans, sans compter les optimisations, y compris en monitoring à distance, dont notre régime d'inspection fera encore l'objet.*

En ce qui concerne le « Plan d'Action global commun » (JCPOA) la Belgique est extrêmement préoccupée par les annonces de l'Iran de non-respect de certains de ses engagements, entretemps confirmé par l'AIEA. Nous rejetons une approche « *less for less* » qui ne peut mener qu'à une escalade de la situation avec des conséquences imprévisibles. La levée des sanctions dépend du respect intégral du JCPOA par l'Iran. Pour la Belgique, le JCPOA est une des grandes réussites de la non-prolifération nucléaire, du dialogue et de la diplomatie. Il garantit, depuis son entrée en vigueur, le caractère exclusivement pacifique du programme iranien. Toute comme l'Union européenne, nous regrettons le retrait des Etats-Unis du Plan d'action ainsi que la réimposition des sanctions unilatérales et les récentes levées d'exemptions dans les domaines du nucléaire. Il n'y a pas d'alternative crédible au Plan d'action global commun et la Belgique, qui est actuellement facilitateur de la Résolution 2231, s'efforcera de sa part pour le préserver. A ce sujet, nos contributions volontaires aux activités de vérification de l'AIEA s'élèvent à près de 700.000 EUR. Une nouvelle contribution est prévue pour cette année.

Depuis 2018, l'Agence a accumulé beaucoup d'expertise et d'expérience lui permettant d'atteindre les objectifs fixés en matière de 'enhanced readiness' de la Corée du Nord. Ceci permettra à l'AIEA de jouer un rôle essentiel dans la vérification du programme nucléaire nord-coréen, à très brève échéance si nécessaire. Dans ce contexte, mon pays a aidé à former une équipe d'inspecteurs de l'AIEA, de façon très ciblée entre autres dans la gestion et la mesure du plutonium, ceci afin de compléter leurs compétences sur le terrain. *Nous appelons, une fois de plus, la Corée du Nord à abandonner complètement, de façon vérifiable et irréversible, ses programmes visant à développer des capacités nucléaires militaires et d'autres armes de destruction massive.*

#### **4) Coopération technique**

Nous reconnaissons également l'importance de la Coopération Technique, et nous payons à 100 % notre quote-part au Fonds de Coopération technique. Par ailleurs, nous avons contribué en 2018 pour presque 600.000 euro en fonds extrabudgétaires, en soutien aux programmes de radiothérapie, de médecine nucléaire et un projet dans le domaine agricole

à gérer par les laboratoires FAO/AIEA. Cette année, nous examinons la contribution d'un montant similaire dans la coopération technique en matière de sûreté et sécurité nucléaire

## **5) Technologies et applications nucléaires**

La Belgique a pris la décision de rester un acteur de niveau mondial dans des domaines clés tels que la médecine nucléaire et la production de radio-isotopes, la recherche dans les matériaux nouveaux, dans les accélérateurs de particules, et dans celui très spécifique mais prometteur de la transmutation des déchets de haute activité.

Dans ce cadre, le gouvernement belge a entamé la construction d'une grande infrastructure de recherche : MYRRHA (Multipurpose Hybrid Research Reactor for High Tech Applications). La première phase de MYRRHA concerne la construction d'un accélérateur de 100 MeV (Mega-électron-volts et de plusieurs dispositifs expérimentaux. L'entrée en service de cette première phase est prévue avant 2026. Pour garantir toutes ses chances de réussite, la Belgique a décidé d'un financement structurel du projet à hauteur de 558 millions EURO sur la période 2019-2038, d'une part pour couvrir d'ici à 2026, tant les investissements que les coûts d'exploitation de la première phase de MYRRHA, ainsi que les études et le développement des phases ultérieures de MYRRHA.

*En médecine nucléaire, le réseau belge pour les applications des radiations aux soins de santé, « Rad4Med », témoigne du savoir-faire notable de la Belgique. Un side event est organisé ce mardi 17 Septembre dans lequel sept acteurs belges (institutions et compagnies) à la pointe de la médecine nucléaire présenteront leurs innovations.*

Monsieur le Président,

*[Je souhaite clôturer en réitérant mon appréciation pour le travail fourni par l'AIEA. Nous connaissons l'Agence comme un acteur précieux qui offre une importante valeur ajoutée lorsqu'il s'agit de contribuer à la sécurité internationale et à la paix dans le monde.]*

En conclusion, nous attendons de l'Agence qu'elle réponde aux différentes attentes de ses Etats Membres. La mise en œuvre de garanties efficaces reste primordiale. Nous comptons sur une Agence qui repose sur l'excellence de sa gouvernance et sa gestion prudente des budgets qui lui seront alloués dans les années à venir. Dans un monde en pleine transformation, l'Agence doit s'adapter afin de pouvoir répondre aux défis, notamment par

une gestion moderne et inclusive, y inclus au niveau des ressources humaines, et par un renforcement de la cohérence et de la collaboration à travers les différents départements de l'organisation.

*Enfin, et cela mérite d'être souligné, nous saluons la décision de l'AIEA de consacrer le forum scientifique de cette année au sujet de la lutte contre le cancer. Nous espérons que le Forum nous aidera à démontrer comment l'Agence, avec ses partenaires, peut assister au mieux ses Etats Membres.*